

Venezuela : Déclaration internationale - Pour une sortie démocratique où le peuple vénézuélien décide

mardi 29 janvier 2019, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 28 janvier 2019).

DECLARATION INTERNATIONALE

Pour une sortie démocratique, où le peuple vénézuélien décide

Pour arrêter l'escalade du conflit politique au Venezuela.

Contre l'intervention impériale

Le Venezuela traverse une crise sans précédent, qui s'est progressivement aggravée au cours des dernières années, au point d'affecter de manière dramatique tous les aspects de la vie d'un pays. L'effondrement des services publics, l'effondrement de l'industrie pétrolière et la chute extraordinaire du PIB, l'hyperinflation, l'augmentation vertigineuse de la pauvreté, les migrations de millions de personnes définissent cette crise, entre autres facteurs. Les troubles politiques ont atteint des niveaux très dangereux, minant ainsi l'État constitutionnel, le cadre de la coexistence sociale et la santé des institutions. La population du pays est dans un état de vulnérabilité absolue.

Le gouvernement de Nicolás Maduro a progressé vers l'autoritarisme, supprimant de facto de nombreuses formes de participation populaire établies depuis le début du processus bolivarien. La répression s'est intensifiée face aux nombreuses manifestations de mécontentement social ; le gouvernement a détourné la voie électorale en tant que mécanisme de prise de décision collective et s'est montré intransigeant dans l'objectif de conserver le pouvoir à tout prix ; Maduro a statué en dehors de la Constitution, appliquant un état d'exception permanent. Dans le même temps, l'extractivisme s'intensifie et des politiques d'ajustement économique favorisant les sociétés transnationales sont mises en œuvre, avec un impact négatif sur la société et la nature.

En parallèle, les secteurs extrémistes du bloc d'opposition qui ont réussi à mener différentes mobilisations ont suscité plusieurs appels en faveur d'un renversement forcé et radical du gouvernement de Maduro (en 2014 et 2017), ce qui a généré de très graves affrontements violents et des attaques contre les infrastructures. Cela a en outre contribué à étrangler la vie quotidienne de millions de personnes et a eu de graves répercussions sur le cadre de la coexistence pacifique.

De plus, dans le contexte de la croissance et de l'alignement de la droite politique en Amérique latine, l'intervention étrangère s'est intensifiée. En premier lieu, le gouvernement des États-Unis a adopté une position beaucoup plus agressive à l'égard du Venezuela depuis 2015 : menaces, création de groupes de pression régionaux et internationaux contre le gouvernement et sanctions économiques ayant affecté l'économie nationale. D'autres acteurs internationaux tels que la Chine et la Russie ont également influencé de manière significative le cours des événements en fonction de leurs propres intérêts expansionnistes et de leurs appétits économiques et énergétiques, créant ainsi une situation géopolitique extrêmement tendue.

Le 23 janvier dernier, l'auto-proclamation par le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, comme « président par intérim », afin de diriger un gouvernement de transition, a déclenché une nouvelle escalade de la crise. Cette tentative de créer un État parallèle dans le pays a rapidement

été reconnue le gouvernement des États-Unis, ainsi que d'autres pays alliés tels que le Canada, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili, le Pérou, l'Équateur, le Paraguay, entre autres.

La création d'un État parallèle centré sur l'Assemblée nationale et la Cour suprême de justice en exil, appuyée par les États-Unis et le soi-disant Groupe de Lima, ouvre la voie à une aggravation de la crise et au déclenchement d'un conflit armé interne, qui pourrait devenir une guerre civile avec une participation internationale. Ce scénario dévastateur pour la population et pour la République pourrait provoquer le démembrement du pays, comme ce fut le cas dans d'autres régions du monde à la suite d'interventions impérialistes récentes.

La pression agressive du gouvernement des États-Unis, ainsi que les confrontations diplomatiques entre ce dernier et le gouvernement du Venezuela, créent des constellations très dangereuses.

La situation actuelle ne représente plus seulement une menace pour la possibilité de démocratie, mais pour la vie même de millions de Vénézuéliens et pour la stabilité de la région. Dans un affrontement armé, les populations sont les premières touchées, et encore plus dans le Venezuela actuel, où la population vit déjà une précarité et une violence considérables dans le contexte de conflits territoriaux.

Pour conclure,

- Nous rejetons l'autoritarisme du gouvernement de Maduro, ainsi que sa répression face aux manifestations croissantes dans tout le pays, notamment pour l'alimentation, les transports, la santé, la participation politique, les services publics, les salaires vitaux. Le peuple vénézuélien, qui souffre de la grande précarité et de la répression actuelle, a le droit de manifester sans être criminalisé.
- Nous rejetons l'auto-proclamation de Juan Guaidó et la création d'un État parallèle dans le pays, ce qui ne ferait qu'aggraver le conflit et ne résoudrait pas les principaux problèmes auxquels le pays était confronté.
- Nous répudions tout raccourci politique antidémocratique qui ne met pas de l'avant une solution pacifique décidée par le peuple.
- Nous rejetons l'interventionnisme américain, ainsi que toute autre forme d'ingérence étrangère. Le Venezuela ne doit pas devenir un champ de bataille international. C'est le peuple vénézuélien qui doit décider de son destin. Nous invitons les peuples du monde à les soutenir et à les accompagner dans ce sens.
- Nous appelons de toute urgence à la convergence des acteurs politiques et des organisations sociales pour unir leurs forces afin de mettre un terme à l'escalade du conflit politique au Venezuela.
- Nous demandons instamment de promouvoir des scénarios de dialogue et de rechercher des solutions permettant au peuple vénézuélien de décider, démocratiquement et d'en bas, de renouer avec les processus de démocratisation avec ce que la révolution bolivarienne a construits à ses débuts.
- Nous demandons que la solution soit basée sur les principes de la Constitution de la République.
- Nous appuyons les propositions pour entamer le dialogue et chercher des solutions, soit par la médiation offerte par les gouvernements de l'Uruguay et du Mexique, soit en organisant un référendum consultatif contraignant afin que la population vénézuélienne décide de la convocation d'élections générales. Le fait que l'Organisation des États Américains (OEA) n'ait pas obtenu le nombre de voix nécessaire pour soutenir la proclamation de Guaidó montre qu'il reste encore de la

place pour un dialogue international.

• Nous invitons les acteurs politiques nationaux à promouvoir des moyens de sortie de la crise économique qui étouffe le peuple vénézuélien. Une telle discussion doit inclure la recherche de moyens pour répondre aux besoins essentiels de la population et de stimuler la résurgence d'une économie propice au développement de la vie et au bien-être social.

La sortie de la crise profonde que traverse la société vénézuélienne doit être pacifique, constitutionnelle et rétablir sa souveraineté sur le peuple vénézuélien.

Envoyez vos signatures d'approbation avec le nom, l'institution / organisation et le pays
à : declarvenezuela@gmail.com

Premières signatures

1. Edgardo Lander, Universidad Central de Venezuela (Venezuela)
2. Emiliano Terán Mantovani, Observatorio de Ecología Política (Venezuela)
3. Miriam Lang, Universidad Andina Simón Bolívar (Ecuador/Alemania)
4. Alberto Acosta (Ecuador)
5. Tatiana Roa Avendaño, Censat Agua Viva (Colombia) - Cedla UvA (Amsterdam)
6. Maristella Svampa, Universidad Nacional de La Plata (Argentina)
7. Arturo Escobar, University of North Carolina (Colombia)
8. Rita Laura Segato, Profesora emérita, Universidad de Brasilia (Brasil)
9. Vladimir Aguilar Castro, Universidad de Los Andes (Venezuela)
10. Joan Martínez Alier, Universidad Autónoma de Barcelona (España)
11. Raquel Gutiérrez Aguilar, Posgrado en Sociología ICSYH-BUAP (Mexico)
12. Carlos Walter Porto-Gonçalves, Universidade Federal Fluminense (Brasil)
13. Ashish Kothari, Kalpavriksh (India).
14. Oly Millán Campos, economista (Venezuela)
15. Enrique Leff, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México (México)
16. Mina Lorena Navarro, profesora-investigadora BUAP (México)
17. Klaus Meschkat, Leibniz Universität Hannover (Alemania)
18. Catalina Toro Pérez. Universidad Nacional de Colombia (Colombia)
19. Marco Arana Zegarra, Congresista de la República, Frente Amplio (Perú)
20. Massimo Modonesi, Universidad Nacional Autónoma de México (México)
21. Eduardo Gudynas, CLAES (Uruguay)
22. Leonardo Bracamonte. Universidad Central de Venezuela (Venezuela)
23. Pablo Stefanoni, periodista (Argentina)
24. Felipe Milanez, Universidade Federal da Bahia - UFBA (Brasil)
25. Andrea Pacheco, Directora del Centro de Estudios de la Realidad Latinoamericana (Venezuela)
26. Vilma Rocío Almendra Quiguanás, Indígena Nasa-Misak, Pueblos en Camino (Colombia)
27. Emmanuel Rozental-Klinger, Pueblos en Camino (Colombia)
28. Ailynn Torres Santana, investigadora feminista (Cuba)
29. Mario Alejandro Pérez Rincón, Universidad del Valle (Colombia)
30. Patricia Chávez León - Territorio Feminista/ Docente e Investigadora UPEA (Bolivia)
31. Marxa Chávez León - Territorio Feminista (Bolivia)
32. Dunia Mokrani Chávez - Territorio Feminista (Bolivia)
33. Luis Tapia Mealla - Docente e investigador CIDES - UMSA (Bolivia)
34. Gabriela Merlinsky, CONICET (Argentina)
35. John Cajas-Guijarro, Universidad Central del Ecuador, FLACSO (Ecuador)
36. Domingo Hernandez Ixcoy, Maya K'iche (Guatemala)

37. Pabel Camilo López, CIDES-UMSA (Bolivia)
38. Grettel Navas, Universidad Autónoma de Barcelona (Costa Rica)
39. Nadia Urbinati, Columbia University (Italia)
40. Alejandro Bruzual, Presidente de la Sociedad Venezolana de Musicología (Venezuela)
41. Nina Pacari, ex Canciller del Ecuador (Ecuador)
42. Pierre Beaudet, Plateforme Altermondialista, Montréal, (Canadá)
43. Ana Patricia Noguera, Universidad Nacional de Colombia (Colombia)
44. Pablo Quintero, Universidade Federal do Rio Grande do Sul (Brasil)
45. Ronald Cameron, Plateforme altermondialiste, Québec (Canadá)
46. Aideé Tassinari Azcuaga, Universidad Autónoma de la Ciudad de México (UACM), México
47. José María Tortosa, Universidad de Alicante (España)
48. Enrique Viale, asociación de Abogados Ambientalistas de Argentina (Argentina)
49. Carlos Eduardo Morreo, Australian National University & Institute of Postcolonial Studies (Australia)
50. Franck Gaudichaud, Universidad Grenoble-Alpes (Francia)
51. David Barkin, Universidad Autónoma Metropolitana- Unidad Xochimilco (México)
52. Carlos Forment, New School for Social Research (USA)
53. Gustavo A. García López, Escuela Graduada de Planificación / Universidad de Puerto Rico (Puerto Rico)
54. John Foran, University of California (USA)
55. Gabriela Massuh, escritora (Argentina)
56. Dayaaleth Alfonzo, investigadora agroécologa (Venezuela/Francia)
57. Horacio Tarcus, CeDInCI (Argentina)
58. Facundo Martín, Universidad Nacional de Cuyo/CONICET (Argentina)
59. Jeffery R. Webber, Goldsmiths, University of London (Inglaterra)
60. Maxime Combes, economista (Francia)
61. Julio César Guanche, investigador (Cuba)
62. Nicholas Hildyard, The Corner House (Reino Unido)
63. Sarah Sexton, The Corner House (Reino Unido)
64. Larry Lohmann, The Corner House (Reino Unido)
65. Hiram Hernández Castro, académico (Cuba)
66. Patricia Pintos, docente e investigadora IdIHCS/UNLP (Argentina)
67. Thomas Posado, Universidad Paris-8 (Francia)
68. Andrés Kogan Valderrama, Observatorio Plurinacional de Aguas (Chile)
69. Ovidiu Tichindeleanu, IDEA / ABC Society (Romania)
70. Dianne Rocheleau, Clark University (USA)
71. María Paula Granda, The New School for Social Research (Ecuador)
72. Fabián Espinosa, SIT Ecuador / Desarrollo, Política y Lenguas (Ecuador)
73. Javier Reyes, Centro de Estudios Sociales y Ecológicos A. C. Michoacán (México)
74. Henry Veltmeyer, Universidad de Saint Mary's (Canadá) y Universidad Autónoma de Zacatecas (México)
75. Gonzalo Díaz Letelier, Universidad de Santiago de Chile (Chile)
76. Arturo D. Villanueva Imaña, Sociólogo (Bolivia)
77. Mercedes Centena, Socióloga (Argentina)
78. Norberto Manzanos, CONICET (Argentina)
79. Pablo Alabarces, Universidad de Buenos Aires (Argentina)
80. Hélène Roux, Universidad Paris 1 (Francia)
81. Markus S. Schulz, Centro Max Weber de estudios avanzados cultural y social (Alemania)
82. Valentina Estrada Guevara, consultora social (México)
83. Federico P. Koelle D., (Ecuador)
84. Janet Conway, Brock University (Canadá)

85. Börries Nehe, Goethe Universität Frankfurt (Alemania)
 86. Nicolas Kosoy, McGill University (Canadá)
 87. Udeepa Chakravarty, New School for Social Research (USA)
 88. Adrián Beling, FLACSO Argentina / Universidad Humboldt de Berlin
 89. Federico Lorenz, Universidad de Buenos Aires, Argentina
 90. Instituto de Estudios Ecologistas del Tercer Mundo, Ecuador
 91. Cecilia Chérrez, Ecuador
 92. Pablo Almeida, La Casa Tomada (Ecuador)
 93. Alejandra Almeida
 94. Roberto Espinoza, Red Descolonialidad y Autogobierno (Perú)
 95. Cornelis J. van Stralen, UFMG - Federal University of Minas Gerais (Brasil)
 96. Octavio Zaya, Atlántica Journal, Canary Islands (España)
 97. Ravi Kumar, South Asian University (India)
 98. Vinod Koshti, IPTA, New Delhi (India)
 99. Silvia Bagni, Universidad de Bolonia (Italia)
 100. Anna Harris, Psychotherapist (Reino Unido)
 101. Anwasha Sengupta, Institute of Development Studies Kolkata (India)
 102. Ruchi Chaturvedi, University of Cape Town (Sudáfrica)
 103. Federico Demaria, Universidad Autonoma de Barcelona, Catalunya (Italia)
 104. Christian Kerschner, University Vienna (Austria)
 105. Lucile Daumas, jubilada, (Francia)
 106. Otávio Velho, Universidade Federal do Rio de Janeiro (Brasil)
 107. Geneviève Azam, Economista, Attac France (Francia)
 108. Diego Andreucci, Universidad Pompeu Fabra de Barcelona y Colectivo Entitle-Red Europea de Ecología Política (Italia)
 109. Didier Prost, arquitecto urbanista (Francia)
 110. Cândido Grzybowski, Presidente do Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (IBASE) (Brasil)
 111. Jorge Rojas Hernández, Universidad de Concepción (Chile)
 112. Boris Marañón Pimentel, UNAM (México)
 113. Boris Alexander Caballero Escorcía, Universidad Autónoma Metropolitana (México)
 114. K. Sudhir, Peoples Architecture Commonweal (INDIA)
 115. César Augusto Baldi, professor universitario (Brasil)
 116. Hermann Herf, Welthaus Bielefeld (Alemania)
 117. Matthieu Le Quang, Universidad Paris 7 (Francia)
 118. Alberto Chirif, Antropólogo (Perú)
 119. Carolina Viola Reyes, Uninomada Sur (Ecuador)
 120. Virginia Vargas Valente, Articulacion Feminista Marcosur (Perú)
-